

Le service public minimum n'a rien d'une idée de droite

CHRONIQUE**FABIENNE BISTER***Administrateur délégué de la Mutuelle Bister Impériale.*

Soyons francs: les grèves dans les Tec & Co commencent à être aussi pesantes qu'incompréhensibles. On sent qu'elles sont initiées par un petit noyau de gens, et qu'elles dérangent également en interne. Empêcher les collègues qui veulent travailler d'accéder à leurs véhicules et de toucher leur salaire ne me semble ni social, ni respectueux. Je me suis donc remise en mémoire mes cours d'économie (même si mes études datent du siècle dernier!) et j'ai revu la notion de service public. Il s'agit bien d'une activité organisée par les pouvoirs publics au service du grand public, ayant pour objectif de satisfaire un besoin d'intérêt général. En son temps, on m'avait expliqué que c'était une des raisons principales pour lesquelles j'allais payer des impôts: verser un peu de son argent dans un pot commun afin d'organiser des activités impossibles à créer seul: la police, la justice, les transports

publics comme trains, bus, etc.

Il existe 3 sortes de services publics: ceux liés aux fonctions régaliennes de l'Etat, comme la justice, la défense, la police, les services non marchands (éducation, santé, construction de routes...), et les services publics marchands, donc payants (poste,

transport d'électricité, transports publics...). Il me semble donc évident que la notion même de service public est, en soi, une idée de gauche tellement louable qu'elle est partagée par la droite et le centre, voire les extrêmes!

Elle répond à trois critères:

1. L'égalité de tous les citoyens, aussi bien face aux charges à payer qu'aux avantages à en tirer. Chacun contribue peu ou prou, et tout le monde peut l'utiliser.
2. Le principe d'adaptation implique que chaque service public s'adapte à l'évolution de notre société.
3. Le critère de continuité exige qu'il n'y ait

jamais de rupture dans le fonctionnement du service, ce qui limite (fortement?) le droit de grève.

Comment a-t-on pu s'éloigner de l'idée de base à un niveau tel qu'on a inversé le système? Le service public est un droit pour le public: la discussion à propos d'un service minimum ou d'un droit au travail ne devrait même pas exister!

Jusqu'à quel moment allons-nous accepter que quelques individus perturbent le fonctionnement de notre société en installant des piquets de grève par... habitude, envie de gloriole, besoin de passer à la télévision en train de boire une bière devant des

pneus fumants? Sans même savoir pourquoi ils font cela, juste parce qu'ils sont «contre». Contre quoi?

C'est un secret de polichinelle: dans certains organismes, le nouvel embauché s'entend expliquer qu'il aura droit à autant de congés payés, de fériés et... une dizaine

de jours de grève. «On ne sait pas encore pourquoi on fera grève, mais tu peux être sûr qu'on bloquera tout durant environ dix jours chaque année.» On croit rêver, ou plutôt cauchemarder.

En laissant faire, nous empêchons des travailleurs d'aller au boulot, les collègues non-grévistes de toucher leur salaire, les étudiants de suivre leurs cours ou de passer leurs examens, des citoyens d'aller voir leur famille, s'occuper de parents vieillissants ou malades. Bref, on bouleverse la vie de gens qui n'ont pas la possibilité d'avoir leur propre véhicule et on se dit de gauche, soucieux du bien-être collectif et de l'égalité des droits?

Revenons au bon sens collectif: le service minimum est une évidence. Le droit de grève aussi, mais son utilisation doit être limitée aux problèmes graves, sans empiéter sur le droit au travail et à une vie normale pour les citoyens.